

Nos réunions d'aujourd'hui et de demain surviennent donc à un moment crucial. Nous devons donner aux négociateurs des Négociations commerciales multilatérales (NCM) les orientations et l'encouragement dont ils ont besoin pour terminer les négociations dans les prochains mois. En tant que ministres de la CEAP, nous devrions selon moi indiquer clairement à la communauté internationale que nous jugeons important de mener rapidement à bien l'Uruguay Round et que nous renverrons nos négociateurs à Genève ce mois-ci en faisant preuve d'un dynamisme et d'une souplesse renouvelés.

Nous devons faire face à d'importants obstacles et à des décisions difficiles si nous voulons obtenir le résultat complet, équilibré et substantiel dont nous savons tous qu'il sera bon pour les pays de la région de l'Asie-Pacifique et pour l'ensemble du monde.

À ceux d'entre vous qui croient que les négociations sont interminables, laissez-moi vous dire qu'elles peuvent être menées à terme. Des efforts soutenus, la volonté politique et un engagement fondamental envers la libéralisation du commerce sont les conditions essentielles de la conclusion d'une négociation. C'est ainsi que nous avons conclu l'important accord de libéralisation du commerce entre le Canada, les États-Unis et le Mexique.

L'ALENA, dont font partie deux pays développés et un important pays en développement, représente une étape importante de l'évolution du système commercial mondial. Il porte un coup supplémentaire au protectionnisme et renforcera le concept du régionalisme ouvert qui est un élément essentiel de la communauté de l'Asie-Pacifique.

L'aspect central de l'ALENA est la réduction des barrières commerciales en Amérique du Nord. Je sais que certains reportages, dont certains dans la région Asie-Pacifique, ont interprété cette accord comme un moyen de créer une forteresse nord-américaine. Comme je l'ai dit samedi à Kuala Lumpur, la création d'un bloc commercial n'était pas dans nos intentions, et n'est pas non plus le résultat des négociations. À vrai dire, une économie de la taille du Canada, qui doit exporter et commercer pour croître, ne peut se permettre de faire partie d'un arrangement commercial replié sur soi.

L'ALENA est manifestement différent du Marché commun européen. La Communauté européenne a éliminé les barrières commerciales internes mais elle a établi un tarif extérieur commun et vise à mettre en place des règlements internes communs portant sur les produits, les services, les capitaux et les personnes. Les trois pays membres de l'ALENA maintiendront les régimes actuels en matière d'importation avec nos autres partenaires commerciaux. Il n'y aura pas d'harmonisation générale des règlements internes,